

dépenses agricoles et les frais de moins-value relatifs à la production des récoltes dans les Prairies sont passés, en chiffres ronds, de 500 millions de dollars en 1950 à 1,300 millions en 1970. On comprendra peut-être mieux la situation si l'on sait qu'en 20 ans, le prix d'une acre de terre cultivée est passé de \$8 à \$18, ce qui représente plus du double.

La situation financière désespérée du fermier, la hausse croissante des coûts agricoles, l'état dans lequel le marché international et la hausse constante des dépenses agricoles enserrant le fermier sont autant de réalités dont la Chambre doit se préoccuper. Je ne prétends pas être spécialiste en la matière, je tiens à le signaler. Je cherche néanmoins depuis quelques années à comprendre la situation, dans une certaine mesure du moins.

L'orientation du gouvernement en matière d'agriculture, comme l'indiquent les divers documents que je vous ai mentionnés, correspond à son orientation technocratique dans tous les autres secteurs de notre économie. C'est une orientation vers des considérations d'ordre commercial, une orientation vers le dollar, la balance des paiements et les exportations, mais nullement vers les agriculteurs ou le bien-être et l'avenir des localités rurales du Canada.

• (12.20 p.m.)

Tous ceux qui ont étudié la question se rendent pleinement compte qu'il y a au Canada des fermes pauvres et non rentables et qui le seront peut-être toujours. Leur situation exige une considération spéciale. Mais ce ne sont pas à ces fermes, et sûrement pas exclusivement à celles-là, auxquelles songeait le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Lang), chargé de la Commission du blé, dans ses écrits dont j'ai pris connaissance. Il songeait à l'économie agricole dans son ensemble et à la théorie selon laquelle de très grandes fermes intégrées à l'agrinégoce envahissant seraient plus rentables. C'est possible, mais à quel prix pour le Canada et les localités rurales en particulier.

Sans vouloir afficher de sentimentalité larmoyante, je crois plus que jamais, moi qui suis un gars de la ville, que la vie rurale fait partie intégrante de notre société canadienne. Les collectivités rurales sont importantes pour le bien-être du pays. Qu'est-ce que le gouvernement veut faire, je vous le demande? Il me semble qu'il veut rationaliser l'agriculture dans l'Ouest au point de créer des usines agricoles appartenant pour la plupart à des sociétés étrangères.

L'hon. M. Lang: Balivernes!

M. Lewis: Non, ce ne sont pas des balivernes, c'est la vérité. C'est ce qu'a dit la Commission de planification de l'agriculture. On ne peut tirer aucune autre conclusion. La politique adoptée par l'honorable représentant et le ministre de l'Agriculture (M. Olson) finira par faire partir deux cultivateurs sur trois. Ce sera le résultat des déclarations qu'il a faites et de ses écrits, que j'ai lus. Ils veulent transformer nos localités rurales en villes fantômes. Ils veulent non seulement faire partir les exploi-

tants, mais aussi fermer les magasins et les industries de services, car c'est le résultat par lequel les politiques actuelles se solderont.

L'hon. M. Lang: Quelles sottises malveillantes!

M. Lewis: Ce ne sont pas des sottises malveillantes. C'est la vérité, c'est ce que fait le ministre, et l'arrogance de son démenti prouve que j'ai raison.

Des voix: Bravo!

M. Lewis: Chaque mesure prise par le gouvernement, chacune des mesures proposées, mène inévitablement dans cette direction, que le gouvernement ait eu le courage ou non de le déclarer publiquement. Il ne l'a pas eu, mais c'est là où il nous entraîne. C'est donc dire que c'est le bien-être des familles de cultivateurs, et celui des collectivités qui les servent, qui sont en jeu. En un mot, c'est le mode de vie rural de notre société qui est menacée, que les technocrates d'en face sont déterminés à réduire à une ligne de montage. L'avenir du Canada en souffrira, nous en sommes convaincus.

Un mot, monsieur l'Orateur, sur l'efficacité agricole. Encore une fois, je m'adresse à mes commettants, à ceux du centre du Canada et à ceux des centres industriels de l'Est et de l'Ouest.

L'idée de changements et de progrès technologiques évoquent surtout chez les Canadiens les industries situées dans les grands centres urbains et les industries forestières et extractives. En réalité, l'industrie agricole a énormément évolué du point de vue technologique ces dernières années et au Canada elle accuse depuis longtemps la productivité la plus spectaculaire de tous les secteurs de l'économie. Par exemple, on estime à 3.5 p. 100 le taux annuel d'accroissement de la productivité de toutes les industries commerciales canadiennes depuis la fin de la guerre. La productivité en agriculture a crû au cours de cette période au taux supérieur d'environ 5.5 p. 100 par année. Personne n'a donc le droit de dénigrer l'efficacité des exploitations agricoles, car de toutes les industries, l'agriculture est celle qui accroît sa productivité par la transformation technologique. Les cultivateurs connaissent plus que jamais les techniques modernes de gestion agricole. Ils ont concentré leurs efforts pour obtenir une production maximale et pour bien exploiter leurs terres comme on s'en rend compte lorsqu'on visite les collectivités rurales du pays.

Aussi nous n'avons pas le droit de mettre en doute la compétence de l'industrie agricole actuellement. Le devoir nous incombe de rendre hommage—non pas à chacun des cultivateurs naturellement, car il y a des exceptions dans tous les secteurs de notre société—mais à nos agriculteurs en général et surtout aux céréaliculteurs pour les immenses progrès qu'ils ont réalisés en matière de productivité, progrès qui ne leur ont été souvent possibles qu'en hypothéquant non seulement leur propre avenir mais celui de leurs enfants et de leurs petits-enfants pendant bien longtemps.

Des voix: Bravo!